

Un Peuple – Un But – Une Foi

-----*-----



DÉCLARATION DU SENEGAL

AU DEUXIÈME SOMMET MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

PRONONCEE PAR MADAME MAIMOUNA DIEYE,
MINISTRE DE LA FAMILLE, DE L'ACTION SOCIALE
ET DES SOLIDARITES

DOHA, du 04 au 06 Novembre 2025

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Distingués participants,

Je voudrais, tout d'abord, transmettre à Son Altesse, Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, Émir du Qatar les salutations de Son Excellence, le Président Bassirou Diomaye Diakhar FAYE et du Gouvernement de la République du Sénégal.

Ma délégation tient à remercier très sincèrement les Autorités qataries et les Nations Unies pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui nous ont été témoignés ainsi que la parfaite organisation de cet important Sommet.

Par ailleurs, ma délégation se joint à la Déclaration faite par l'Irak au nom du G77 + la Chine et celle prononcée par le Kenya au nom du Groupe africain.

Mesdames et Messieurs,

30 ans déjà, après la déclaration et le programme d'action de Copenhague, nous voici rattrapés par nos engagements communs de bâtir un monde plus humain, plus juste, plus inclusif, assurant la promotion du progrès social et d'une meilleure qualité de vie et de bien-être pour tous.

Mais hélas! nous héritons aujourd'hui d'un monde où nos Etats font face aux défis énormes que sont le changement climatique, la pollution des océans, les menaces à la sécurité et à la santé, les violences basées sur le genre, la pauvreté et le chômage endémique, une croissance inégale et malheureusement préjudiciable à plus d'un titre aux économies fragiles des pays en développement en général et, en particulier, ceux du Sud.

Ce sommet nous met face à notre responsabilité collective de devoir honorer nos promesses. Il nous rappelle ainsi que des réponses adaptées et urgentes sont plus que nécessaires pour l'atteinte d'un développement social inclusif, qui est un impératif pour tous.

Comme pour nous rappeler les fondements de l'esprit de Copenhague, le Sommet de Doha nous convie à porter une ambition commune pour : construire un monde plus juste, inclusif et équitable, dans un contexte marqué par des crises multiformes et des inégalités persistantes, qui appellent un multilatéralisme solidaire et une action collective résolue.

Mesdames et Messieurs,

Sous le leadership éclairé de **Son Excellence le Président Bassirou Diomaye Diakhar FAYE**, le Sénégal a fait du développement social et de la protection des populations vulnérables une priorité nationale.

Mon pays a bâti un socle solide de protection sociale autour de la Stratégie nationale de Protection Sociale, aujourd'hui renforcée par la re-certification du Registre National Unique (RNU), dont la couverture sera étendue à un million de ménages vulnérables, avec un nouveau système de ciblage plus précis et plus équitable.

En 2024, plus de 200 000 ménages ont bénéficié de transferts monétaires dans le cadre des filets sociaux et des milliers de citoyens ont été assistés dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et les chocs climatiques, contribuant à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience des familles.

Le Programme de Couverture Maladie Systématique, la loi d'orientation sociale sur la promotion des droits des personnes handicapées, les initiatives relatives au traitement de la Lèpre, le projet de loi d'orientation sur les droits des personnes âgées et ses textes d'application traduisent, tous, l'engagement du Sénégal envers toutes les générations pour leur assurer un système de protection sociale intégrale tout au long de leur vie.

Ces efforts s'inscrivent dans la Vision Sénégal 2050, qui place le capital humain au cœur de notre développement. L'Axe 3 de cet Agenda fixe une ambition claire : bâtir une société juste, inclusive et solidaire, en investissant dans les capacités humaines, la cohésion sociale et l'équité territoriale.

Le Sénégal est convaincu qu'aucun développement social durable n'est possible sans égalité réelle entre les femmes et les hommes.

A cet égard, la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre en constitue un pilier, avec des avancées notables notamment sur la lutte contre les Violences basées sur le Genre et la Promotion des Droits humains, une parité politique consolidée et un engagement constant pour l'autonomisation économique des femmes.

Mesdames et Messieurs,

Malgré ces avancées, des efforts sont encore nécessaires pour surmonter les obstacles majeurs, comme les inégalités dans l'accès à l'emploi décent et la vulnérabilité des jeunes filles face aux obstacles éducatifs et sanitaires

C'est pourquoi, le Sénégal met œuvre la Stratégie nationale de Protection de l'Enfant et l'Agenda de la Fille, axée sur l'éducation, la santé et la protection contre toute forme d'exploitation ou de violence.

De même, le Gouvernement de notre pays poursuit une politique sociale inclusive, centrée sur la famille, les femmes et les enfants.

Notre action cible également les groupes les plus vulnérables dans le cadre du Programme enfance déshéritée (PED), les personnes âgées bénéficie de la même attention avec le Conseil National des Aînés du Sénégal.

Notre pays, comme beaucoup d'autres en Afrique, fait face à des contraintes économiques structurelles, notamment liées à la dette et à la pression budgétaire.

Mais le Sénégal a choisi de transformer cette contrainte en opportunité, en misant sur le plein potentiel de sa population et sur la solidarité internationale.

C'est dans cet esprit que nous promouvons le transfert de compétences et de technologies à travers des partenariats stratégiques et l'investissement dans la jeunesse, la digitalisation à travers le New Deal technologique, la formation et l'innovation sociale comme leviers de croissance inclusive.

Mesdames et Messieurs,

L'adoption de la Déclaration de ce deuxième Sommet témoigne d'un engagement commun de nos gouvernements à lutter contre la pauvreté, créer des emplois décents, combattre la discrimination, élargir l'accès à la protection sociale et protéger les droits humains.

Elle souligne également que le développement social n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi une condition préalable à la paix, à la stabilité et à une croissance durable.

Il est clair qu'il nous faut une solidarité internationale agissante et il est fort heureux de voir que la déclaration la reprend en insistant sur la nécessite de « renouveler le cadre du financement du développement, et appelle à des institutions multilatérales plus fortes et plus représentatives ».

Notre conviction est que cette solidarité internationale ne doit plus se limiter à l'aide, mais elle doit résolument s'inscrire dans une logique de co-développement et de responsabilité partagée.

Mesdames et Messieurs,

Distingués délégués,

Je ne saurais oublier d'évoquer les changements climatiques qui aggravent les inégalités et fragilisent les communautés rurales et côtières. Les pertes agricoles, la raréfaction des ressources naturelles et les déplacements internes amplifient les vulnérabilités sociales.

Pour faire face à l'urgence climatique, le Sénégal appelle à une mise en œuvre effective du Fonds pour les pertes et dommages, et à un accès juste et immédiat des pays africains aux financements climatiques.

Les engagements doivent désormais se traduire en actions concrètes pour soutenir l'adaptation et la résilience des pays du Sud.

Le Sénégal reste fidèle à sa vision d'un développement social humain, inclusif et résilient, où chaque citoyen compte et où personne n'est laissé pour compte.

Tout en saluant l'adoption de la Déclaration de Doha, nous réaffirmons ici notre volonté de travailler aux côtés de la communauté internationale et remercions ainsi tous les autres partenaires qui ont rendu consensuel ce texte visionnaire.

Je voudrais clore mon propos en réaffirmant notre sincère gratitude à l'Etat du Qatar pour son hospitalité légendaire.

Asalamou haleikoum wa Rahmatoulahy wa Barakatouho